



DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL POUR LUTTER CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE

BIOGRAPHIES

Webinaire 4: Comprendre la résilience: le rôle du cadre politique et juridique

Panélistes

Mme Diya Beesoondoyal est une avocate du barreau diplômée des institutions britanniques et occupe actuellement le poste de conseillère principale auprès du bureau du procureur général de l'île Maurice au sein duquel elle est chargée d'assurer les litiges en matière civile, le conseil juridique et la rédaction de textes de loi pour le gouvernement, les ministères, les départements et organismes paraétatiques dans divers secteurs juridiques, y compris l'état de droit, droit international, et droit maritime. Auparavant, elle a exercé les fonctions de procureur sous la supervision du Directeur des poursuites pénales de l'île Maurice et en tant que magistrate principale de district dans le cadre du système judiciaire de l'île Maurice. Mme. Beesoondoyal a également travaillé en tant que juriste au sein de la Division de l'état de droit (Section justice) du siège du Secrétariat du Commonwealth à Londres pendant 18 mois. Mme Beesoondoyal est titulaire d'un Bachelor en droit et d'un Master en droit du commerce international de la London School of Economics and Political Science.

Mme Gogé Maïmouna Gazibo est Ancienne Directrice Générale de l'Agence Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes et le Trafic Illicite de Migrants (ANLTP/TIM, Ministère de la Justice) au Niger. Elle est également Magistrate de Liaison Niger Italie pour faciliter la Coopération judiciaire dans la criminalité transnationale organisée. En tant que DG à l'ANLTP/TIM, elle a mis en place des antennes de l'ANLTP/TIM dans dix tribunaux de Grande Instance (Niamey Tillabéry, Dosso, Konni, Maradi, Tahoua, Zinder, Agadez, Arlit, Diffa) et a mis à la disposition de l'ANLTP/TIM de douze (12) magistrats, faisant de l'ANLTP/TIM l'unique Direction Générale du Ministère de la Justice à comptabiliser autant de personnel magistrats. Elle a reçu plusieurs prix et distinctions, y compris le Prix international de la lutte contre la traite des personnes délivré à Abuja le 18 avril 2019.

Parmi plusieurs autres travaux dans le domaine de la lutte contre la criminalité transnationale organisée, Mme. Gazibo a formé plus de 400 forces de défense et sécurité, 350 magistrats nigériens, 100 hommes des médias, et 150 acteurs de la société civile en matière de la Traite des Personnes. Elle a été à l'initiative de l'adoption de la loi N°2015-036 du 26 mai 2015 relative au Trafic Illicite de Migrants et de la révision de l'ordonnance

N°2010-086 du 16 décembre 2010 relative à la traite des personnes, ce qui permet à l'Etat du Niger de sévir encore plus sévèrement les cas de traite ou la victime est une femme ou un mineur. Elle a été également actrice dans l'élaboration du Plan d'Action National de lutte contre la traite des personnes du Niger et a mené plusieurs études et consultations ainsi que partages d'expériences, y compris comme expert de l'ONUUDC pour la redynamisation du Comité National de Lutte contre la Traite des Personnes du Mali et pour le processus d'élaboration des modules de formation sur la traite des personnes au profit des Ecoles de la magistrature, de la police, et de la gendarmerie du Mali, Burkina Faso, et Niger ; ainsi que comme expert pour Interpol pour le partage d'expériences au profit des autres pays de la CEDEAO.

Mme. Gazibo a obtenu un Diplôme de Magistrature à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature, ENAM (Niger-Niamey) et une maîtrise en Droit Privé option carrière judiciaire Faculté des Sciences Economiques et Juridiques FSEJ (Mali Bamako). Elle a participé au Programme des Visiteurs aux Etats Unis en tant qu'acteur en matière de lutte contre la traite des personnes, et au Cycle International Court à l'Ecole Nationale d'Administration Publique, ENAM (Strasbourg - France).

Modératrice

Dr Catherine Lena Kelly est professeure associée chargée de superviser le portefeuille du CESA sur la justice, la primauté du droit et la gouvernance et d'intégrer ces considérations dans les programmes universitaires, la recherche et la sensibilisation. Son travail est axé sur la sécurité des citoyens, la politique des partis et la démocratisation, l'état de droit et la stabilisation, ainsi que la criminalité transnationale organisée.

Avant de rejoindre le CESA, Dr Kelly a été conseiller auprès de l'Initiative de l'Etat de Droit de l'Association du Barreau américain, où son travail l'a conduite au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali, en Mauritanie, au Maroc, en République du Congo, et au Rwanda. Elle a conçu et enseigné des cours sur l'Afrique contemporaine et la démocratie en tant que boursière post-doctorale à l'Université de Washington à St. Louis. Au Foreign Service Institute du département d'Etat, Dr Kelly a enseigné le cours sur l'Afrique occidentale et co-enseigné les modules gouvernance et religion au cours des Area Studies. Elle a reçu de nombreuses bourses et subventions, dont une bourse Fulbright, une bourse Mellon/American Council of Learned Societies, une subvention du Centre de Recherche Ouest-Africaine (CROA), plusieurs bourses de l'Université Harvard, et deux bourses du Département de l'éducation des États-Unis en langues étrangères et études régionales pour la langue wolof et pour ses recherches doctorales au Sénégal. Ses travaux ont fait l'objet de nombreuses publications dans des revues politiques et universitaires.

Dr. Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en science politique de Harvard University, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale (avec spécialisation en Europe, résolution des conflits et consolidation de la paix) de l'Université

Libre de Bruxelles et d'une license (B.A.) avec mention très bien de Washington University à Saint-Louis.